

ANSD

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL EN 2014



AOÛT 2017

Directeur Général, Directeur de publication	Aboubacar Sédikh BEYE
Directeur Général Adjoint	Babacar NDIR
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale (DSECN)	Mbaye FAYE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales (DSDS)	Papa Ibrahima Silmang SENE
Directeur du Management de l'Information Statistique (DMIS)	Mamadou NIANG
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines (DAGRH)	Djibril Oumar LY
Chef de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale	Mam Siga NDIAYE
Agent Comptable Particulier (ACP)	Yatma FALL

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Seckène SENE, Oumar DIOP, Amadou FALL DIOUF, Mamadou BAH, Jean Rodrigue MALOU, Mamadou DIENG, El Hadji Malick GUEYE, Alain François DIATTA, Mady DANSOKHO, Abdoulaye M. TALL, Ndeye Aida FAYE, Mamadou AMOUZOU, Ndeye Binta DIEME, Awa CISSOKHO, Momath CISSE, Bintou DIACK, Nalar K. Serge MANEL, Atoumane FALL, Adjibou Oppa BARRY, Ramlatou DIALLO.

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Djiby DIOP
1. DEMOGRAPHIE	Mahmouth DIOUF
2. MIGRATION	Awa CISSOKO & Ndèye Lala TRAVARE
3. EDUCATION	Adjibou Oppa BARRY
4. EMPLOI	Nalar K. Serge MANEL & Jean Rodrigue MALOU
5. SANTE	Atoumane FALL
6. JUSTICE	Jean Pierre Diamane BAHOM & Maguette SARR
7. ASSISTANCE SOCIALE	Ndèye Aïda FAYE
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Mamadou AMOUZOU
9. AGRICULTURE	Mamadou Diang BAH
10. ENVIRONNEMENT	Mamadou Diang BAH
11. ELEVAGE	Amadou Racine DIA
12. PECHE MARITIME	Mouhamadou B. DIOUF & Wouddou DEME
13. TRANSPORT	Fahd NDIAYE & Jean Paul DIAGNE
14. BTP	Fahd NDIAYE
15. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Mamadou WONE
16. INSTITUTIONS FINANCIERES	Malick DIOP
17. COMMERCE EXTERIEUR	El Hadj Oumar SENHOR
18. COMPTES ECONOMIQUES	Mamadou DAFPE, Hamady DIALLO & Madiaw DIBO
19. PRIX A LA CONSOMMATION	El Hadji Malick CISSE et Baba NDIAYE
20. FINANCES PUBLIQUES	Madiaw DIBO

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Introduction

La croissance économique mondiale s'est bonifiée de 0,1 point en 2014 pour s'établir à 3,4%, après 3,3% en 2013⁴¹ sous l'effet d'une progression plus soutenue de l'activité économique aux Etats-Unis (+2,4% contre +1,5% en 2013) et dans les pays de l'Afrique subsaharienne (5,2% contre 4,7% en 2013) ainsi que de la relance dans la zone EURO (+0,9% en 2014 contre -0,5% en 2013). En revanche, un ralentissement dans les économies émergentes et en développement (4,6% en 2014 contre 5,0% en 2013) a été enregistré.

S'agissant du continent africain, le taux de croissance s'est globalement établi à 3,9%⁴² avec toutefois des disparités régionales. En effet, dans les pays d'Afrique de l'Ouest, la croissance a atteint 6,0%, malgré l'épidémie d'Ebola qui a touché la région. Cette performance est imprimée par la bonne tenue de l'économie du Nigeria (6,3%, après 5,4% en 2013).

Au plan national, un regain de l'activité économique est enregistré dans un contexte de mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE) avec le lancement de la première vague de projets, notamment dans le domaine agricole. L'année 2014 est également marquée par l'installation tardive de l'hivernage et l'insuffisance des pluies. Toutefois, l'impact de la mauvaise pluviométrie sur la production agricole a été limité par les mesures prises par les autorités consistant à mettre à la disposition des producteurs des variétés à cycle court.

⁴¹ Cf. FMI, Perspectives Economiques Mondiales, octobre 2015.

⁴² Banque Africaine de Développement (BAfD), Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) et Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), *Perspectives économiques en Afrique, Edition 2015*.

En outre, l'activité économique nationale est caractérisée par la performance de l'industrie du sucre, les difficultés de l'activité des huiliers et de raffinage du pétrole, la progression plus modérée des services de télécommunications ainsi que les effets négatifs de l'épidémie à virus Ebola sur les activités d'hébergement et de restauration. Au total, la croissance économique s'est établie à 4,3% en 2014 contre 3,5% un an auparavant.

Le chapitre est consacré à l'analyse de l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques ainsi que celle des ressources et des emplois du PIB.

XVIII.1. INDICATEURS MACROECONOMIQUES

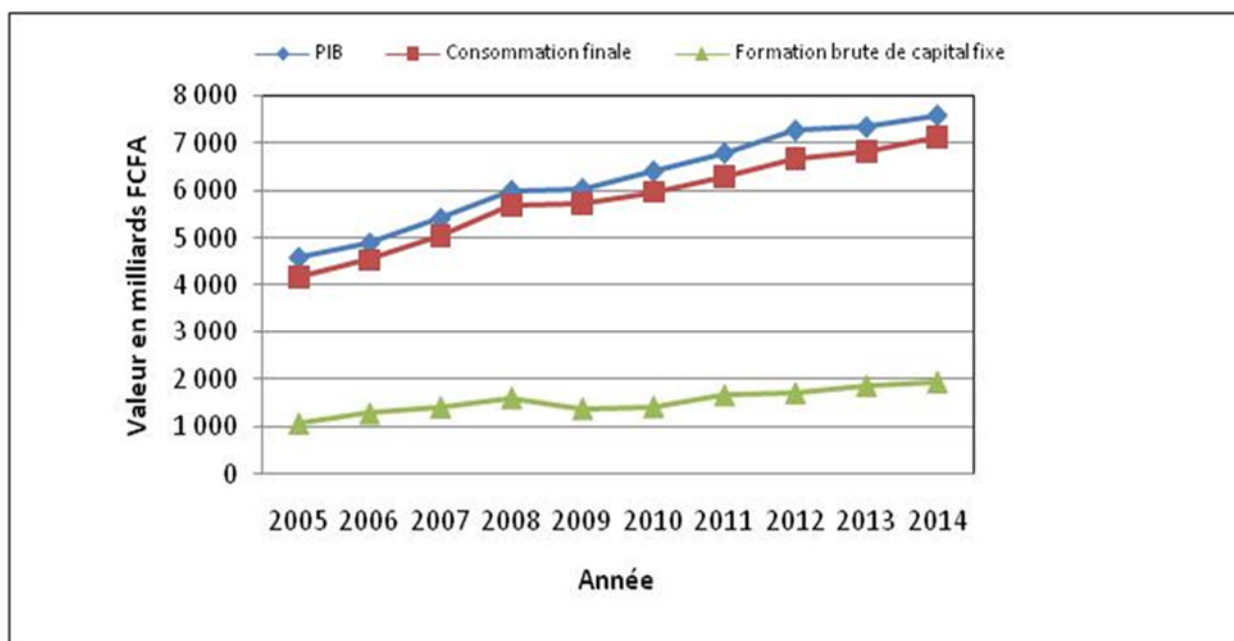
Le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 4,3% en 2014, en hausse de 0,8 point par rapport à son niveau de 2013. Cette évolution de l'activité économique est essentiellement imputable au redressement du secteur primaire et à la consolidation du secteur secondaire. Toutefois, elle est limitée par un ralentissement de l'activité du secteur tertiaire.

En outre, le niveau général des prix, mesuré par le déflateur du PIB, s'est replié de 0,9% en 2014, à la faveur de la baisse des prix des principaux produits sur les marchés national et international.

Le PIB nominal se situe à 7 569 milliards FCFA en 2014, contre 7 325 milliards FCFA en 2013. Le Revenu national brut disponible (RNBD) qui, en plus du PIB, intègre les flux nets de revenus et de transferts courants entre l'économie sénégalaise et le reste du monde, a augmenté de 347 milliards pour s'établir à 8 608 milliards en 2014. Dans le même sillage, le revenu disponible par tête est passé de 612 à 618 mille FCFA entre 2013 et 2014.

La consommation finale en valeur a progressé de 4,5% pour s'établir à 7 131 milliards FCFA en 2014, soit un accroissement plus soutenu que celui du PIB nominal (+3,3%). Il en résulte ainsi une diminution du taux d'épargne intérieure de 1,0 point, passant de 6,8% en 2013 à 5,8% en 2014.

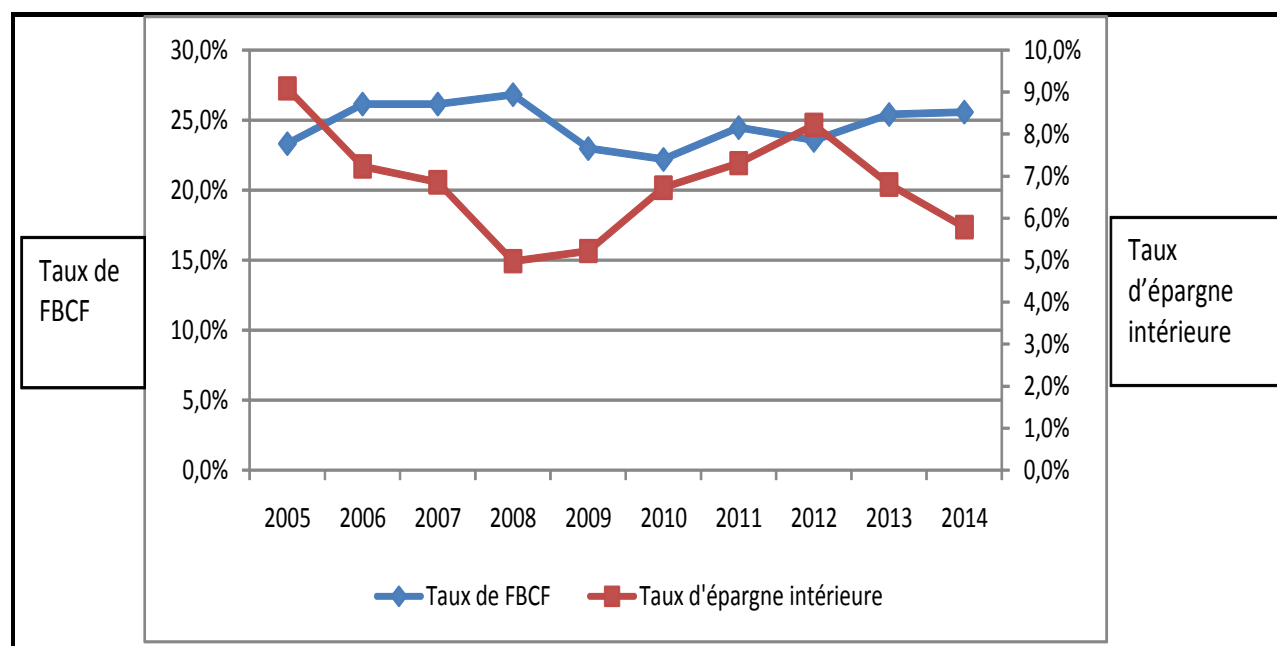
Graphique XVIII-1 : Evolution du PIB, de la Consommation finale et de la FBCF



Source : ANSD

Le taux d'investissement, approché par le taux de formation brute de capital fixe (FBCF), est resté quasiment stable, comparativement à sa valeur de l'année précédente (25,6% en 2014, après 25,4% en 2013), malgré la forte progression de la FBCF publique.

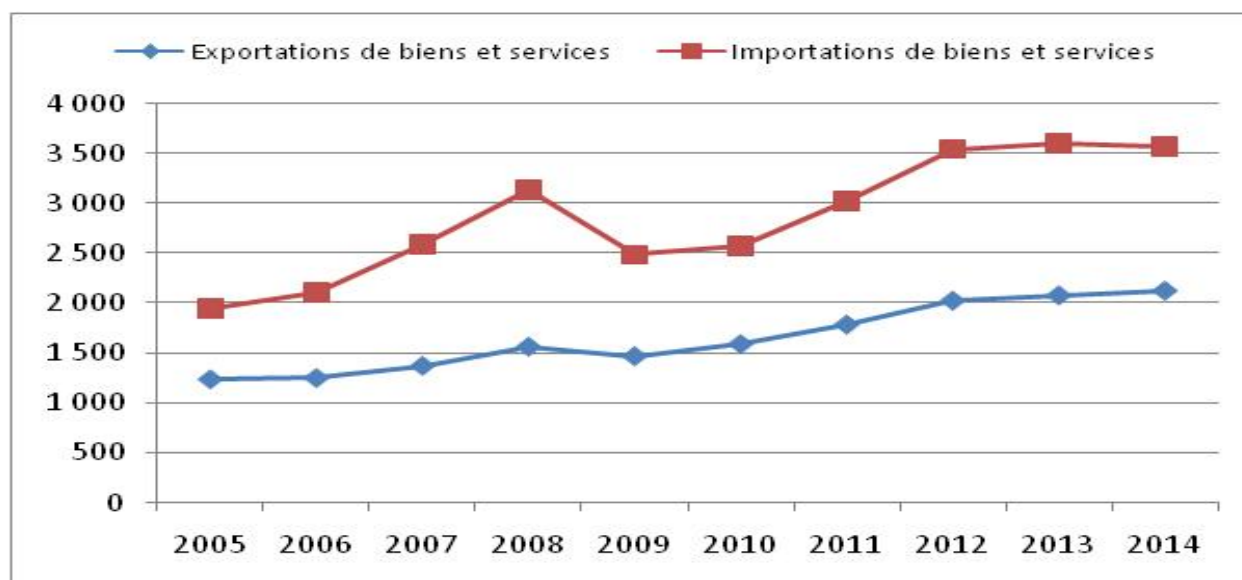
Graphique XVIII-2 : Evolution du taux d'épargne et d'investissement



Source : ANSD

S'agissant des échanges extérieurs, ils ont été caractérisés par une baisse des importations en valeur (-0,9% en 2014, après 1,6% en 2013) et un accroissement de 2,2% des exportations, après une hausse de 2,6% en 2013. En conséquence, le déficit extérieur des biens et services s'est amélioré de 78 milliards, passant de 1 527 milliards en 2013 à 1 449 milliards en 2014.

Graphique XVIII-3 : Evolution des importations et des exportations



Source : ANSD

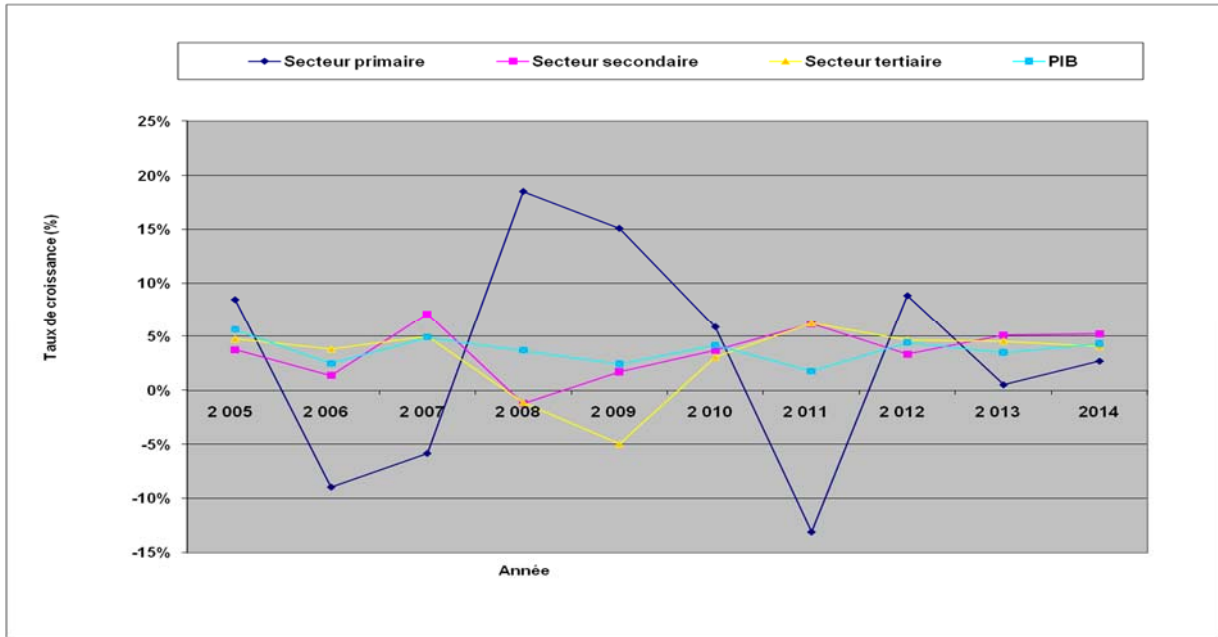
XVIII.2. L'EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DU PIB

XVIII.2.1. L'EVOLUTION DES RESSOURCES DU PIB⁴³

Le regain de l'activité économique en 2014 (4,3% contre 3,5% en 2013) a résulté d'une relance du secteur primaire dont la croissance est ressortie à 2,7%, après 0,5% en 2013. Elle est consolidée par la poursuite du dynamisme du secteur secondaire qui a progressé de 5,2% en 2014, après 5,1% un an auparavant. Toutefois, ce raffermissement a été atténué par le ralentissement du secteur tertiaire, qui s'est établi à 4,1% en 2014, soit un recul de 0,5 point par rapport à 2013.

⁴³ Cf. tableau 19.2 de l'annexe.

Graphique XVIII-4 : Taux de croissance en volume du PIB et des secteurs d'activité (en %)



Source : ANSD

La relance de la croissance du secteur primaire est consécutive au bon comportement du secteur agricole (+1,7%), des activités extractives (+6,3%), de la sylviculture et de l'exploitation forestière (+4,5%), et de l'élevage et chasse (+4,9%). Toutefois, elle a été amoindrie par la contraction de 4,5% de l'activité de la pêche.

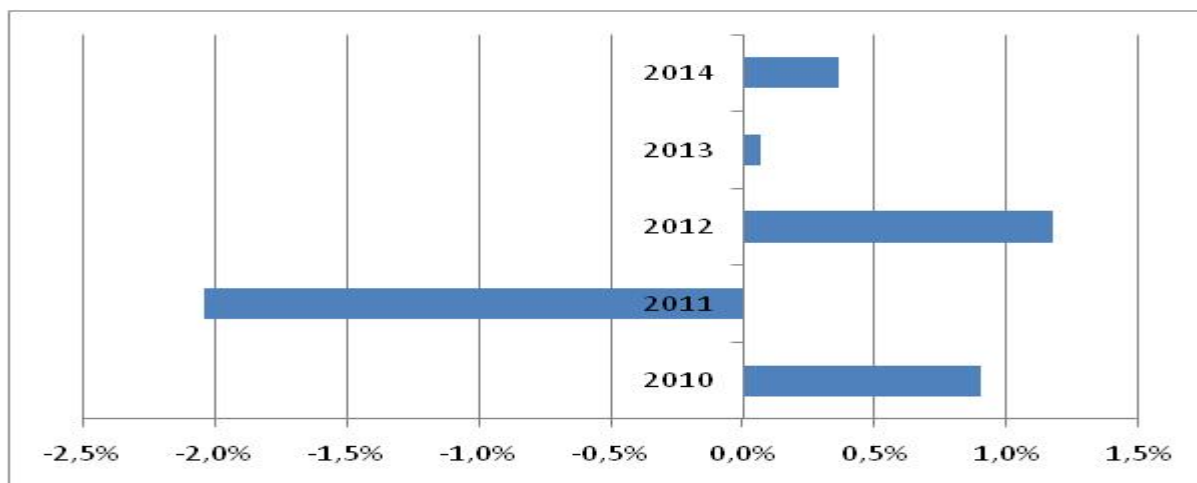
L'accroissement de la valeur ajoutée de l'agriculture vivrière est expliqué par une amélioration de la production de riz paddy (+28,2%), du niébé (+52,5%) et de produits horticoles tels que la pastèque (+59,4%). Ces résultats sont en partie expliqués par les efforts fournis par les autorités publiques pour développer le secteur de l'horticulture et pour faire face aux déficits pluviométriques en mettant à la disposition des producteurs des variétés de semences à cycle court. En revanche, l'agriculture industrielle ou d'exportation a connu une baisse de 0,7% de sa valeur ajoutée imputable à la chute de la production de tomate industrielle (-37,5%), de coton (-7,8%) et d'arachide (-1,3%). Ces contreperformances sont dues à la mauvaise pluviométrie notée en 2014 marquée par une installation tardive des premières pluies et un déficit constaté dans plusieurs zones du pays.

Le relèvement des « activités extractives » est lié à la hausse de la production d'attapulгите (+17,9%) et des « pierres et autres produits de mines et carrières » (10,4 milliards en 2014 contre 0,9 milliards en 2013, en valeur). Cette dernière est principalement portée par les productions de Zircon et de Titane.

La contraction de l'activité de la pêche est essentiellement expliquée par le repli des débarquements des produits de la pêche artisanale (-3,4%). Elle a été amoindrie par la bonne tenue de la pêche industrielle dont les mises à terre ont augmenté de 21,9% en 2014.

Globalement, le secteur primaire a contribué de 0,4 point à la croissance, après avoir concouru à celle-ci de 0,1 point en 2013.

Graphique XVIII-5 : Contribution du secteur primaire à la croissance économique



Source : ANSD

Le secteur secondaire s'est consolidé en 2014 (5,2% en 2014, après 5,1% en 2013) en liaison avec la vigueur de la construction (+11,3%) et la performance des branches « fabrication de sucre, transformation du cacao et du café, confiserie » (+35,6%), « fabrication de produits en caoutchouc » (+11,5%), « fabrication de machines » (+15,5%), « électricité, gaz et eau » (+9,7%).

En revanche, le dynamisme du secteur secondaire a été atténué par la contraction des activités de « travail du grain et fabrication de produits amyliques, aliments pour animaux » (-4,8%), « fabrication de corps gras alimentaires » (-5,2%), « raffinage pétrole, cokéfaction » (-13,7%), « travail du bois, fabrication d'articles en bois ou de vannerie » (-4,1%) et « égrenage de coton et fabrication de textiles » (-2,5%).

La construction constitue la plus importante branche du secteur secondaire en termes de valeur ajoutée (23,2%). Le dynamisme de cette activité est impulsé par la hausse des investissements de l'Etat, notamment avec la mise en œuvre des travaux d'infrastructures (construction du Centre International de Conférence Abdou DIOUF de Diamniadio, prolongement de l'autoroute à péage et de la Voie de Dégagement Nord (VDN), etc.).

Le regain de la branche « fabrication de sucre, transformation du cacao et du café, confiserie » est imputable à la forte augmentation de la production de sucre (+21,0% en quantité).

Toutefois, la branche « raffinage de pétrole, cokéfaction » a enregistré une forte baisse (-13,7%) en raison du repli de 22,7% de la production de la Société Africaine de Raffinage (SAR), comparativement à l'année 2013 en liaison avec le nombre important de jours d'arrêts de production (118 jours) dont 75 jours « d'Arrêt Métal⁴⁴ » et 43 jours « d'arrêts économiques ». Cette contraction de l'activité de raffinage est corroborée par la chute de 24,6% des importations d'huiles brutes de pétrole en 2014.

La branche « travail du grain et fabrication de produits amylacés, aliments pour animaux » s'inscrit aussi en baisse (-4,8% en 2014, après 11,5% en 2013).

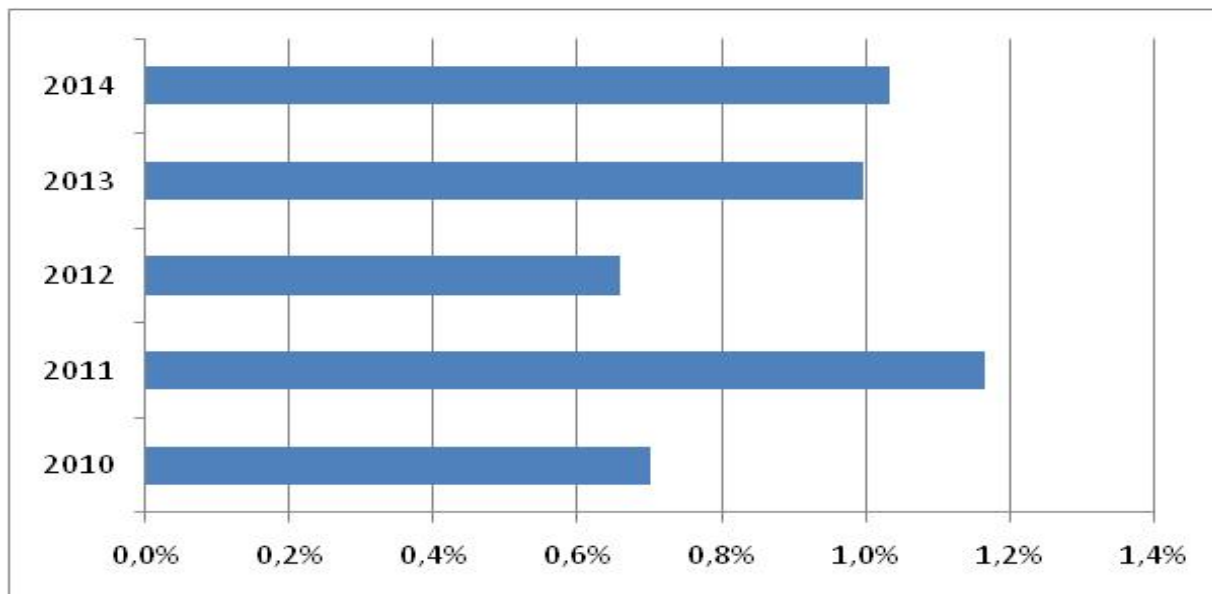
En outre, la valeur ajoutée de la branche « fabrication de corps gras alimentaires » a poursuivi sa diminution, notée depuis 2011, en ressortant en baisse de 5,2% en 2014. En effet, la levée des taxes de sauvegarde sur l'huile intervenue en 2012, a conduit à une hausse des importations d'huile raffinée occasionnant ainsi une perte de compétitivité de l'activité de raffinage d'huile brut.

Par ailleurs, la chute de la production de fibre de coton (-30,3%), en liaison avec la diminution de la production de coton, a provoqué la baisse de l'activité de la branche « égrenage de coton et fabrication de textiles » (-2,5%).

Au total, la contribution du secteur secondaire à la croissance du PIB en 2014 est identique à celle de 2013 et se situe à 1,0 point. En outre, son poids dans le PIB courant s'est légèrement accru (19,2% en 2014 contre 18,8% en 2013).

⁴⁴ Normes sécuritaires en vigueur qui imposent à la SAR d'arrêter toutes ses unités et procéder à la requalification de ses équipements dits soumis après chaque cycle de fonctionnement de 5 années.

Graphique XVIII-6 : Contribution du secteur secondaire à la croissance économique



Source : ANSD

La valeur ajoutée du secteur tertiaire a progressé de 4,1% en 2014, après 4,6% en 2013. Cette décélération résulte, notamment, de la contreperformance des services d'hébergement et de restauration (-0,9% en 2014, après 8,8% en 2013) sous l'effet de l'épidémie à virus Ebola.

Par ailleurs, il est noté une progression moins forte des services de postes et télécommunications (2,0%, après 9,1% en 2013) en dépit du développement très important de la téléphonie mobile (taux de pénétration de 106,5%⁴⁵) et de l'Internet mobile. En effet, la forte concurrence sur le marché des télécommunications s'est traduite par une baisse des prix de communication, notamment avec les fréquentes promotions. Au total, le chiffre d'affaires des principaux opérateurs du sous-secteur des télécommunications s'est légèrement replié en 2014 (-0,1%, après 5,6% en 2013).

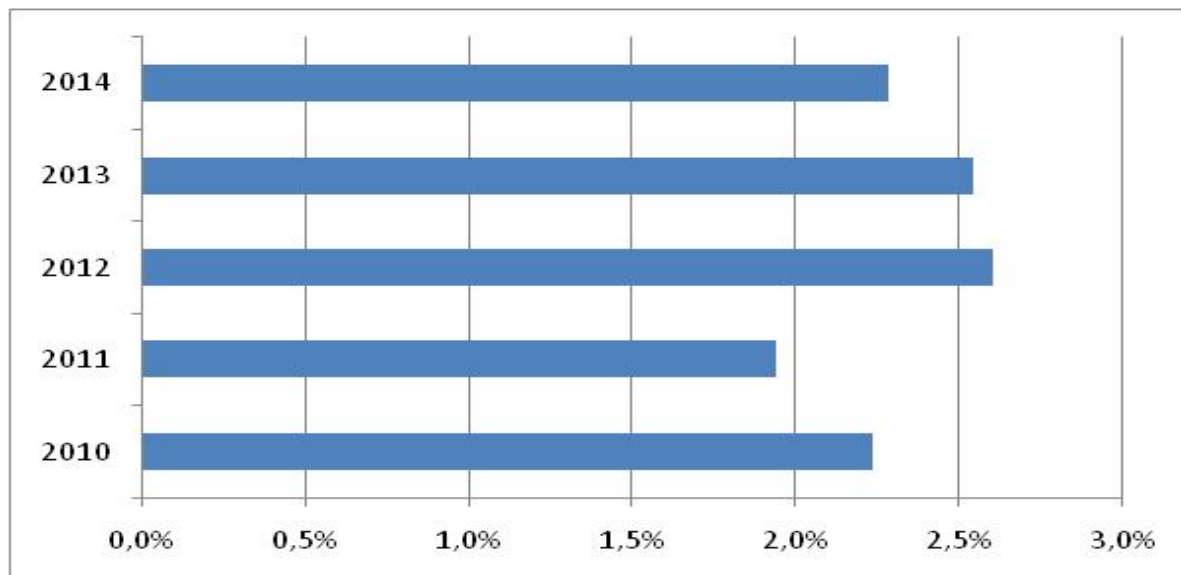
En outre, le ralentissement des services de réparation (3,9%, après 6,5% en 2013) et des services de transports (2,0%, après 2,3% en 2013) a contribué à décélération de valeur ajoutée du secteur tertiaire.

En revanche, le commerce (5,4%), les activités immobilières (4,7%) les services d'administration publique (4,1%), de l'éducation et de la formation (4,3%), ont nettement vu leur valeur ajoutée s'améliorée sur la période.

⁴⁵ ARTP. Rapport trimestriel sur la téléphonie, 4ème trimestre 2014.

Compte tenu de son poids dans le PIB réel (52,8%), le secteur tertiaire a contribué à hauteur de 2,3 points à la croissance économique de 2014, en retrait de 0,2 point par rapport à l'année antérieure.

Graphique XVIII-7 : Contribution du secteur tertiaire à la croissance économique



Source : ANSD

S'agissant des taxes nettes sur les produits, elles ont enregistré une hausse de 6,0%, contribuant ainsi à la croissance à hauteur de 0,6 point. Cette performance découle de celle des recouvrements de la TVA intérieure hors pétrole (8,6%), de la taxe sur la consommation hors pétrole (5,4%), de la taxe spécifique sur le pétrole hors Taxe sur les Usagers de la Route (10,9%) et de la TVA à l'import (8,3%).

XVIII.2.2. L'EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB

Les emplois du PIB ont été marqués, durant l'année 2014, par une hausse de 5,0% de la consommation finale contre 2,2% l'année précédente. Cette augmentation est l'effet conjugué de l'accroissement de la consommation publique qui progresse de 2,3 points pour atteindre 3,9% et du relèvement de la consommation privée qui passe de 2,3% en 2013 à 5,2% en 2014.

En revanche, il a été noté un dynamisme moins marqué de l'investissement (7,8% en 2014 contre 17,8% en 2013) malgré la forte augmentation de la FBCF publique. En effet, le ralentissement de la progression de la FBCF privée (5,9% en 2014 contre 21,6% en 2013) a amoindri le dynamisme de l'investissement. Cette situation reflète les décélérations enregistrées dans les branches « métallurgie, fonderie, fabrication » (3,0% en 2014, après 9,1% en 2013) et « construction de matériels

de transports» (0,7% en 2014, après 3,3% en 2013). La FBCF en équipements importés passe également de 460 milliards à 411 milliards (en valeur), soit une baisse de 10,7%.

S'agissant des échanges extérieurs en volume, ils ont été caractérisés par une progression des importations moindre (4,4% en 2014 contre 11,0% en 2013) que celle des exportations (6,8%, après 7,8% en 2013). La décélération des importations est imputable à la chute des achats extérieurs en valeur de pétrole brut (-24,6%), de sucre (-54,1%), de matériel électrique (-17,8%) et de fer à béton (-22,9%). Toutefois, ces baisses sont atténuées par la hausse des importations de produits pétroliers raffinés (+24,1%), de pierres et autres produits des mines et carrières (+32,9%) et de produits laitiers (+11,3%). Quant aux exportations, leur décélération est essentiellement expliquée par le repli des expéditions d'acide phosphorique (-37,3%).

Conclusion

L'économie sénégalaise a été marquée par une relance de l'activité économique en 2014, favorisée par un redressement de la valeur ajoutée du secteur primaire et la consolidation du secteur secondaire. En revanche, la valeur ajoutée du secteur tertiaire a ralenti, par rapport à l'année précédente. La reprise enregistrée par le secteur primaire est consécutive à la bonne tenue de *l'agriculture vivrière, des activités extractives, de la sylviculture et de l'exploitation forestière et de l'élevage et chasse*. A l'opposé, le ralentissement du secteur tertiaire découle de la contreperformance *des services d'hébergement et de restauration* et de la vigueur moins forte des *postes et télécommunications*.

Du côté de la demande, la consommation finale a fortement progressé par rapport à l'année précédente, tirée essentiellement par l'accroissement de la consommation privée. L'investissement a été moins dynamique tandis que le solde extérieur des biens et services (en volume) s'est légèrement amélioré.

Le niveau général des prix, mesuré par le déflateur du PIB, s'est replié de 0,9% en 2014 à la faveur de la baisse des prix des principaux produits sur les marchés national et international.